



Edito

Nous sommes passés aux travaux pratiques... Au-delà des coûts économiques et humains, la crise financière et ses conséquences réelles constituent un laboratoire inédit pour les politiques économiques. Loin des dogmes, les mesures de sauvetage sont adoptées en urgence, dans le domaine financier comme dans le domaine industriel ; la question des déficits publics n'est plus un sujet ; les banques centrales passent aux politiques non conventionnelles après avoir écrasé les taux ; il apparaît urgent de mettre fin sans délai aux excès d'une concurrence fiscale, jugée hier supportable ; rompant avec les mauvaises habitudes, les problèmes de l'économie mondiale sont examinés dans une enceinte très élargie.

Le premier risque associé à cette action décomplexée est bien sûr l'oubli de quelques règles simples. Les subventions sont aussi des distorsions de concurrence, risquant de mettre à mal des décennies d'efforts, notamment en Europe, pour discipliner les acteurs du marché. Autre principe, les dépenses publiques devront être payées demain par des impôts ou de l'inflation, si elles ne génèrent pas suffisamment de recettes supplémentaires. Plus fondamentalement, faut-il rappeler que tous les pays importants de l'économie mondiale ne pourront pas simultanément accumuler des déficits courants, ou encore déprécier leur taux de change. Au final, si la plupart des mesures prises étaient nécessaires, certaines indispensables, leur accumulation pourrait aggraver les déséquilibres de l'économie mondiale dont se sont nourries hier les bulles. En creux apparaît ainsi un risque futur sur le dollar ou encore sur les marchés obligataires.

Le second risque, dont il ne faut pas surestimer l'ampleur, est le retour d'idées anciennes, parées d'habits neufs. Ainsi le protectionnisme est-il souhaité « européen » par ses promoteurs du moment. Pour l'instant, il n'y a toutefois pas péril en la demeure. Les deux grands acteurs de l'économie mondiale ont agi avec la plus grande retenue, même si les Etats-Unis ont donné le mauvais exemple avec leurs tergiversations sur le Buy American. Les mesures adoptées par certains pays en termes de remontée des droits de douane sont autorisées et encadrées par le GATT et ont toujours été monnaie courante jusqu'ici. L'antidumping n'est pas non plus une nouveauté.

Les subventions à l'automobile ont un précédent dans l'agriculture. Enfin le Cycle de Doha n'a pas attendu la crise pour s'enfermer dans ses contradictions internes. Le refus de principe du protectionnisme, qui serait l'antidote absolu aux plans de relance réclamés avec tant de vigueur par le FMI, est donc un point d'accord peu coûteux à obtenir lors du G20 d'avril.

Les conséquences de ce G20, succès ou échec, seront profondes et durables pour la prospérité et la stabilité de l'économie mondiale. Mais même si la référence est utile pour indiquer l'enjeu pour l'économie mondiale du sommet de Londres, parler d'un nouveau Bretton Woods est trompeur et ce sommet ne devrait être qu'un demi succès. Trois principes seront réaffirmés : marché, régulation, institutions globales.

Des fonds supplémentaires seront mis à disposition du FMI et la réforme de l'allocation des quotas poursuivie ; les objectifs du millénaire seront rappelés ; enfin l'objectif vague de conclure Doha ne manquera pas au communiqué final. Si l'ambition est plus forte le Forum de Stabilisation Financière sera étendu à l'ensemble des membres du G20. De même, l'identification des paradis fiscaux pourrait être élargie à l'identification des paradis réglementaires faisant courir un risque systémique à la finance.

Mais l'origine même des déséquilibres mondiaux, susceptible d'être aggravée par les politiques adoptées dans l'urgence, ne sera pas traitée sérieusement. Les Etats-Unis continueront à avoir un déficit d'épargne massif et à accuser leurs partenaires commerciaux de ne pas dépenser assez. La Chine continuera à avoir une politique de change contraire à ce que devraient dicter ses progrès économiques, en raison de réserves accumulées en dollars. Au final, c'est bien la question monétaire, au cœur de Bretton Woods, qui devrait être la grande absente à Londres.

Lionel Fontagné,
Professeur à l'Université Paris 1

ZOOM - 1

L'analyse économique des plans de relance



L'INSEE a revu à la baisse le 20 mars ses prévisions de croissance pour 2009 et prévoit maintenant une décroissance d'au moins 2% en 2009. Le FMI a fait la même chose en janvier et prévoyait alors une décroissance du même ordre de l'ensemble des pays développés. Des plans de relance (*fiscal stimulus*) d'un ordre moyen de 1,5% pour les pays développés ont été mis en œuvre dans ces pays. Ils viennent s'ajouter aux plans de soutien au système financier, dont la taille est beaucoup plus importante, même s'il n'est pas possible de la mesurer de manière définitive, et à une politique monétaire ayant abaissé vigoureusement les taux d'intérêt. Le soutien à la demande est ainsi apparu comme une nécessité. Keynes est indéniablement de retour sur la scène économique.

Certains y voient la fin tant attendue de plusieurs décennies de domination des idées libérales. D'autres s'inquiètent symétriquement de voir passer par pertes et profits trente ans de progrès de l'analyse macroéconomique ayant contribué, pour le moins, à relativiser l'importance des raisonnements keynésiens. Un plus grand nombre d'économistes, heureusement, adoptent une position moins tranchée et surtout moins idéologique. L'importance du choc subi par l'économie mondiale conduit nécessairement à des remises en cause. La grande modération que l'on avait cru observer, c'est-à-dire la diminution de l'ampleur des fluctuations, n'était qu'une illusion.

Les modèles dont nous disposons aujourd'hui sont certainement mal adaptés pour analyser les effets de chocs et de politiques économiques de cette ampleur. Les expériences passées sur lesquelles on peut s'appuyer ne le sont pas non plus. Mais il y a quand même beaucoup à prendre dans le travail et l'expérience de ces dernières décennies. L'analyse économique doit s'approfondir et non pas se transformer en un pur débat d'opinion.

Ceci est sans doute plus difficile en France qu'aux Etats-Unis où les étiquettes ont moins d'importance. Ben Bernanke, en charge de la politique monétaire américaine ou Christina Romer, présidente du *Council of Economic Advisors* de Barack Obama ne peuvent guère être qualifiés de keynésiens. Mais ces deux experts reconnus de la grande dépression savent reconnaître le rôle de la demande globale dans la crise et la nécessité de soutenir rapidement l'activité. Il en va de même de Larry Summers, le plus proche conseiller du président pour la politique économique, qui défend avec sa vigueur habituelle la nécessité d'une relance importante, coordonnée au niveau mondial. On notera au passage que trois des principaux responsables de la politique économique sont des économistes professionnels, anciens professeurs d'université, ce qui est quelque peu difficile à imaginer dans notre pays.

Les canaux de transmission qui ont permis à la crise financière de se transformer en crise réelle sont clairs. La baisse de valeur des actifs financiers, après s'être propagée au sein du système financier en le mettant en péril, a touché l'économie réelle. Les institutions financières ne pouvaient ou ne voulaient prêter. N'ayant plus accès au crédit, entreprises et ménages ont réduit leurs investissements et leurs plans de consommation. La baisse de valeur des actifs a aussi exercé une influence directe du même type en réduisant la richesse des ménages et la valeur des firmes. Elle a ainsi réduit les

incitations à consommer des premiers et à investir des secondes. Des anticipations pessimistes et surtout très incertaines ont aussi exercé un effet majeur sur les agents économiques, en les poussant à des comportements prudents et attentistes. Les conditions d'une récession keynésienne sont donc réunies. La baisse de la demande se propage d'un secteur à l'autre mais aussi d'un pays à l'autre comme le montre la baisse très importante, de 6%, du commerce international au dernier trimestre 2008. En outre, comme l'aurait souligné Keynes, le renforcement mutuel d'anticipations pessimistes joue un rôle important dans l'approfondissement de la récession.

Une politique de relance est donc nécessaire pour enrayer ce processus récessif. La contribution de la politique monétaire ne peut suffire. Les banques centrales ont fortement baissé les taux d'intérêt. Mais bien que les plans de soutien au système financier aient apporté des liquidités et des garanties aux banques, le niveau de risque reste élevé et le crédit cher. La profondeur actuelle de la récession et sa durée probable justifient donc l'utilisation de la politique budgétaire et fiscale. La relance peut prendre de nombreuses formes. Doit-elle porter sur la consommation, susceptible de réagir plus rapidement, ou sur l'investissement, qui évidemment prépare mieux l'avenir ? Doit-elle consister en une hausse des dépenses publiques ou en une baisse des impôts ? Les mesures se distinguent aussi par la rapidité de leur mise en œuvre et leur caractère plus ou moins temporaire et réversible.

La France a fait le choix d'une relance d'ampleur relativement modérée, centrée sur l'investissement public et privé. Elle parie sur le mécanisme des stabilisateurs automatiques. En période de récession, les impôts baissent spontanément puisque leur assiette se rétracte, tandis que les prestations sociales augmentent pour répondre aux besoins accrus. De manière beaucoup plus large, les rigidités du système français présentent alors quelques avantages. La France et les Etats Unis ont actuellement des taux de chômage comparables de l'ordre de 8%. Mais ceci traduit une augmentation de trois points en un an aux Etats-Unis, et de moins d'un point en France. La récession est plus rapide en Amérique, mais sera peut-être aussi moins durable. Une note récente¹ des économistes du FMI, incluant Olivier Blanchard le nouvel économiste en chef de l'institution, présente un plaidoyer décidé mais nuancé en faveur des politiques de relance. L'argument traditionnel à l'encontre du soutien de l'Etat à la demande est que la nécessité de le financer risque de conduire tôt ou tard à l'éviction de dépenses privées d'investissement ou de consommation, et ainsi à une diminution voire une annulation de l'effet de relance. La note rappelle que la quantification de ces effets est difficile.

Une première méthode consiste à s'appuyer sur les modèles macroéconomiques. Ceux-ci peuvent être de type traditionnel, comme le modèle Mésange de l'INSEE, ou prendre la forme plus moderne de modèles dynamiques aux fondements microéconomiques plus solides et reposant sur l'hypothèse d'anticipations rationnelles. Mais les résultats ainsi obtenus par ces deux types de modèles dépendent fortement des hypothèses, très différentes, sur lesquelles ils reposent. Or celles-ci restent insuffisamment étayées et sont donc très controversées. On peut alternativement adopter une méthode d'analyse purement empirique, censée libre de présupposés théoriques.

¹ Antonio Spilimbergo, Steve Symansky, Olivier Blanchard, and Carlo Cottarelli, *Fiscal Policy for the Crisis*, IMF Staff Position Note, 29 décembre 2008.

Des travaux antérieurs d'O. Blanchard concluait à des effets globalement positifs de la hausse des dépenses publiques ou de la baisse des impôts sur la production et la consommation. L'ampleur de ces effets était toutefois relativement restreinte, le multiplicateur étant inférieur à l'unité. Une étude française du même type¹ conclut à des effets plus importants des dépenses publiques, mais moins importants des impôts. Dans un cadre différent, une étude récente de Christina et David Romer conclut qu'une baisse des impôts aux Etats-Unis peut avoir des effets positifs importants sur la production mais elle ne se prononce pas sur les mécanismes en jeu. L'étude repose d'ailleurs sur l'idée qu'il n'est pas possible de mesurer les effets de baisses des impôts destinées spécifiquement à contrer les récessions, car trop de facteurs interagissent alors simultanément dans l'économie. Ces incertitudes sur la taille et la durabilité des effets des politiques de relance peuvent amener à préférer des politiques de relance diversifiées et ciblées. Les ménages aux bas revenus ou les PME qui souffrent particulièrement des contraintes financières devraient être les principales à bénéficier d'aides budgétaires. Le problème est de parvenir ainsi à une relance d'ampleur suffisante et d'effectuer les bons choix sans se laisser influencer par les différents groupes de pression. Mais cette méthode est sans doute préférable, par exemple, à une baisse générale des impôts qui risquerait d'être coûteuse pour un effet de relance assez faible. La nécessité d'agir fermement sur la demande pour éviter l'enchaînement récessif ne doit en effet pas faire oublier les contraintes du moyen et du long terme. Les Etats-Unis devront un jour régler leur problème d'endettement excessif, qui est en partie à l'origine de la crise. De son côté la France n'a pas réussi depuis vingt ans à contrôler son endettement public. Ce n'est certes pas maintenant qu'elle doit le faire, mais il serait très dangereux d'oublier qu'elle devra le faire un jour et de traiter l'endettement public comme un non-problème.

Antoine d'Autume, Professeur à l'Université Paris 1

¹ Olivier Biau et Elie Girard, *Politique budgétaire et dynamique économique en France : l'approche VAR structurel, Economie et Prévision 2005.*

Zoom - 2

- Sommet de Londres : une chance à saisir



Le sommet du G20 du 2 avril à Londres va enclencher un processus de réformes au plan mondial.

Face à la crise financière et économique et ses conséquences sociales, nous n'avons pas, collectivement, droit à l'erreur ou à la mollesse. Certes, les Britanniques se préoccupent un peu trop de la compétitivité de la place financière de Londres, les Américains ne se soucient sans doute pas assez des conséquences de l'explosion prévisible de leurs déficits pour le dollar et, par ricochet, pour les autres devises.

Mais vu la détresse de leurs systèmes bancaires, les uns et les autres sont prêts à accepter ce qui était encore inenvisageable il y a un an, et ce qui sera peut-être perçu dans un an comme moins indispensable dès les premières lueurs de la stabilisation. À l'Europe continentale de rester unie pour saisir l'opportunité qui se présente, en comptant sur le soutien du Japon, des grands pays émergents...

Une réunion de Londres débouchant sur un communiqué pavé seulement de bonnes intentions rajouterait de la défiance à la défiance actuelle ; il signifierait probablement l'acte de décès du processus engagé à Washington en novembre dernier, dans un format (enfin !) mieux adapté que celui du G7-G8. Des décisions concrètes dès le 2 avril ne vont certes pas nous faire sortir tout d'un coup de la récession, mais elles engageront les esprits dans une spirale favorable à la sortie de crise.

Une crise qui se traduit aussi dans l'échelle de temps. Vu la densité des informations et la vitesse des retournements, un mois fait figure d'éternité. En quelques jours, la donne de la négociation sur les paradis fiscaux s'est totalement inversée, grâce à la brèche ouverte par des négociations entre les États-Unis et la Suisse à propos d'UBS.

Outre les paradis fiscaux, le sommet de Londres va entériner des convergences favorables sur un certain nombre d'aspects de la régulation bancaire et financière : la meilleure surveillance des agences de notation,

l'adaptation des normes comptables, l'extension du champ réglementaire (aux banques d'investissement américaines, d'une manière à définir aux *hedge funds*...), les rémunérations et incitations dans la finance (mais pas seulement !), le meilleur contrôle de la liquidité des banques, l'adaptation des règles prudentielles appliquées (le dispositif Bâle II en particulier) à la lumière de la crise... La liste est longue de ces sujets apparemment techniques, avec des enjeux allant bien au-delà, puisque engageant la transparence, la stabilité et l'éthique du système. Londres va aussi renforcer et rééquilibrer la gouvernance mondiale : augmentation significative des ressources du FMI, qui manquait de « clients » il y a six mois et en a désormais trop (y compris dans l'UE), rééquilibrage des quotes-parts et droits de vote au Fonds en faveur des grands pays émergents. L'accord sur les nouveaux rôles à confier au FMI (surveillance des fonds souverains, éventuellement aussi des agences de notation, implication accrue dans la gestion des crises systémiques en liaison avec les banques centrales et les États...) sera plus problématique, tant il risque de chatouiller les susceptibilités et les souverainetés nationales.

Dans ce contexte, le jeu de rôles affiché avant Londres paraît quelque peu artificiel. Réformer et relancer, il faut bien sûr marcher sur les deux jambes. La coordination internationale des plans nationaux de relance ferait du bien au moral et à l'activité (donc à l'emploi). Mais il sera difficile d'obtenir dans le cadre du G20 ce qui n'a même pas pu être vraiment réalisé dans l'UE. Dans la même veine, le sommet de Londres va, à juste titre, réaffirmer le refus du protectionnisme. Mais on sait bien que la relance du processus de Doha passera par d'autres voies et exigera d'autres conditions. Pour toutes ces raisons, l'Europe a raison d'insister sur les sujets à convergence forte et rapide, mais elle sera d'autant plus à même de contribuer à une meilleure coordination de la relance qu'elle aura montré suffisamment de solidarité et d'esprit d'initiative dans le cadre de l'UE et dans celui de la seule zone euro. Dans cette perspective, le ralliement des Européens autour des conclusions du rapport de Larosière permettrait à l'Europe d'être mieux écoutée par le reste du monde lorsqu'il est question de contrôle prudentiel, de

supervision et de coordination supranationale.

En août 2008, à quelques-uns, Jean-Hervé Lorenzi et moi-même appelions à la tenue d'un « Bretton Woods financier ». C'est effectivement sur le terrain de la finance que le sommet du G20 devrait être un succès. Londres ne marquera ni la fin de la crise, ni la fin de l'Histoire, mais, il faut l'espérer, le vrai début d'un nouveau format de concertation mondiale. Car les défis de la gouvernance mondiale et de la gouvernance européenne vont bien au-delà de la régulation bancaire et financière. Ils touchent au commerce, à l'énergie, à l'environnement et au développement durable, à la réduction des inégalités et de la pauvreté... Parmi les scénarios possibles, il ne faut pas exclure le retour, plus rapide que prévu, de la question monétaire. Car l'explosion des déficits américains va conduire à rouvrir le débat sur les déséquilibres internationaux, les asymétries en faveur du dollar et l'instabilité des taux de change. Y penser toujours, n'en parler pas trop ou seulement à bon escient. Le G20 de Londres va faire l'impasse sur ce sujet tabou et politiquement conflictuel. Mais on va s'apercevoir que le nouveau Bretton Woods retrouvera assez vite la dimension monétaire du vrai Bretton Woods, celui de 1944, sans qu'il faille en l'espèce s'attendre à des solutions miracles.

Christian de Boissieu, Professeur à l'Université de Paris 1

Hommage

- Jean-Yves Jaffray



Jean-Yves Jaffray est décédé le 26 février 2009. C'est autour de lui que s'est constitué, dans les années soixante-

parisien de la théorie de la décision. Durant trente ans, il y a insufflé son inspiration et sa rigueur, sa curiosité et son désintéressement.

Il a exploré, sous tous ses aspects, les processus de décision dans l'incertain, des fondements conceptuels et axiomatiques des critères de décision à leur validation expérimentale et leur implémentation. Le théoricien élégant et visionnaire n'était jamais bien loin de l'ingénieur pragmatique. L'influence de Jean-Yves a été d'autant plus forte que le savant se doublait d'un enseignant passionné, généreux de son temps, de son savoir et, ce qui est plus rare, de ses idées. Nous avons bénéficié de ses conseils subtils, de ses compliments d'autant plus précieux qu'ils étaient rares, mais aussi de ses critiques, toujours justes, bienveillantes et constructives, ce qui les rendaient moins difficiles à entendre. Grand pourfendeur des idées creuses et des effets de mode, son exigence absolue vis-à-vis de lui-même rendait naturelle son exigence vis-à-vis des autres.

L'École française de la théorie de la décision sera longtemps marquée par ses qualités. Il laisse une oeuvre, puissante et originale, dont on n'a pas fini de mesurer ni la subtilité, ni la portée.

Le groupe parisien de théorie de la décision.

Les Arrivées :

- Elena L del Mercato



The white rabbit in Wonderland was continuously saying: "Oh dear! Oh dear! I shall be too late!"

But, I hope it is never too late to say *Bonjour!* I'm very proud to be part of CES which I joined in September 2008 as Maître de Conférences (U. Paris 1).

My research is based on the classical paradigm of GE (i.e., general equilibrium) models. Standard results strongly depend on restrictive assumptions made on the full possibility of wealth transactions, complete information, absence of public goods and of external effects on agents behavior. So, GE models have been developed all along, also by considering these kinds of "imperfections" which are more relevant to describe the real world. My research is devoted to some of these imperfections.

I got my Ph.D. in Italy (U. Pisa), under the supervision of *Antonio Villanacci* (U. Florence) and the guidance of *Jean-Marc Bonnisseau* and *Monique Florenzano* at CES. Thanks to *Dave Cass* and *Paolo Siconolfi* (U. Columbia), I was Visiting Scholar in the Ph.D. in Economics at University of Pennsylvania during the 1st year of my Italian Ph.D. In 2003, I was at University of Florence as Research fellow. From 2004 to 2008, I have been Assistant Professor in Italy (U. Salerno) and Researcher at CSEF (U. Salerno, U. Naples Federico II and U. Bocconi). During these years, I participated to the organization of several seminars, conferences, and to the European Research Network PGPPE (chair *M. Florenzano*). Along the last years, I have pursued my research at CES and at University of Kansas thanks to the invitations of *Bernard Cornet*, and at University Pompeu Fabra thanks to *Andreu Mas-Colell*. Here, I deeply hope to continue enhancing international collaborations and exchange programs for foreign students.

- Anna Couthures-Idrizi, Centre de Documentation, contractuelle,
anna.couthures-idrizi@univ-paris1.fr

Les Départs :

- Philippe Martin, Sciences Po, mars 2009

Les invités

- Marcello Basilli, Università di Siena - Dipartimento di Economia Politica, Italie, Février 2009.

- Marie-Claude Beaulieu, Université de Laval, Avril 2009.

- Paul Embrechts, ETH Zurich, Japon, Mars 2009

- José Heleno Faro, Instituto Nacional de Matemática Pura e Aplicada, Rio de Janeiro, Février 2009.

- Matthieu Jackson, Stanford University, Mars 2009

- Eric Jondeau, HEC Lausanne, Suisse, Janvier 2009.

- Hans Keiding, Université de Copenhague, Mars, Avril 2009

- Rolf Kunneke, TU Delft, Pays Bas, Mars Avril 2009

- Toshiaki Murofushi, Tokyo Institute of Technology, Mars 2009.

- Frank Page, Indiana University, USA, Janvier 2009

- Mario Pascoa, Universidad Nova de Lisboa, Portugal, Mai, Juin 2009.

- Bruce Shearer, Université de Laval, Avril 2009.

- David Ulph, University of St Andrews, School of Economics and Finance, Scotland, Février 2009.

- Rodney Wolff, School of Economics and Finance, Queensland University of Technology, Australie, Mars 2009.

Invitations à l'Étranger

Lionel Fontagné

- University of California, Berkeley, Avril 2009

Dominique Guégan:

- Queensland University of Technology, Australie, Février-Mars 2009

- University of Hong Kong, Février 2009

Événements scientifiques

Distinctions et prix

- Jean-Michel Oudot, prix d'économie de la défense en février 2009.

Il a préparé une thèse sous la direction de Claude Ménard portant sur l'évaluation et l'explication de la performance des contrats d'armement et soutenue en septembre 2007

Colloques

Workshop "Firms, exchange rates and Prices" - 05/03/2009

Organisateurs : Lionel Fontagné, Philippe Martin et Thierry Mayer.

Workshop Economie des infrastructures - Secteur "Eau"

07/04/09

Organisateurs : Aleksandra Domanski, Marie-Joelle Kodjovi, Claude Ménard

Evaluation du Centre

Evaluation du CES Paris 1 par l'AERES - 21 et 22 Janvier 2009

Président, Rodolphe Dos Santos

Autres Experts : Jean-Paul Décamps, Pascal Massart, Leonor Modesto, Marc Quincampoix et Jacques Thisse

Représentant du CNU section 05, Norbert Ladoux

Représentante CN CNRS section 37

- Marie-Françoise Calmette, Représentants tutelles :

- Alain Laquieze, DSA sections 40 et 36

- Yvonne Flour, Université Paris 1 Délégué scientifique AERES, Patrice Fontaine

Accord de coopérations scientifiques

Depuis 2005, l'Université Paris 1 est associée à l'Université de Bielefeld en Allemagne à travers le Programme de Formation Doctorale en Economie Quantitative EBIM (Economic Behavior and Interaction Models). Il est soutenu par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (équivalent de l'ANR), l'Université Franco-Allemande et le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Les doctorants participant à ce programme doivent séjourner au moins 6 mois dans l'Université partenaire, où ils suivront des cours. Chaque année, un Workshop commun réunit alternativement à Paris et à Bielefeld, les enseignants et les doctorants concernés au cours duquel ces derniers présentent leurs travaux.

Cette année (Février 2009), 4 enseignants-chercheurs et une dizaine de doctorants du CES se sont rendus au Workshop qui s'est tenu à Bielefeld.

Les partenariats du CES au niveau européen

Avec les nouveaux contrats du 7^{ème} PCRD de la Commission européenne, le CES

établit et élargit sa politique partenariale au niveau européen. Ces contrats s'appuient sur des réseaux, des collaborations qui existent au préalable. Mais le financement de la Commission européenne apporte une reconnaissance et multiplie les moyens pour développer les collaborations et rebondir sur de nouveaux projets. Le CES est actuellement partenaire dans 4 contrats.

Deux d'entre eux, signés lors du 6^{ème} PCRD se terminent. Jean Marc Robin et Katheline Schubert ont dirigé ces contrats, dans le cadre du programme Marie Curie. Ils sont d'avis que les jeunes chercheurs recrutés dans ces réseaux européens bénéficient d'un niveau d'excellence, d'une formation exceptionnelle, même si le recrutement n'est ni facile, ni gagné. L'attractivité des ressources associées au contrat ne suffit pas toujours à attirer les meilleurs candidats. Ceux qui ont été financés pendant leur thèse dans le cadre du réseau RTN ont pu trouver des débouchés professionnels aisément en Europe. S'il s'agit de poursuivre ces actions dans le programme Marie Curie, il n'y a pas d'hésitation. Le CES continuera.

Dans le cadre du 7^{ème} PCRD, le CES vient de négocier deux nouveaux contrats comme partenaire. Le premier s'appelle GIST et réunit sous la forme d'un réseau de formation Marie Curie, des collaborateurs irlandais, suédois, italiens, slovènes et français avec un coordinateur autrichien, sur le thème du commerce et des investissements directs dans les services. Il a été négocié par Philippe Martin, et est maintenant dirigé au CES par Farid Toubal. Ce contrat a déjà permis à deux de nos doctorants de partir pour une période de 1 an dans les universités de Dublin (Amélie Guillin) et de Stockholm (Loriane Py). Nous accueillerons à Paris 1 un post-doctorant (Pamela Bombarda) et un doctorant pour la même période. Ce

contrat nous permettra sans aucun doute de mieux faire connaître le Centre sur le plan international en renforçant ses collaborations. Il est avant tout un vecteur européen de transfert de connaissances et profitera aux jeunes chercheurs qui pourront bénéficier dans notre structure des programmes d'excellence de nos écoles doctorales.

Le deuxième contrat s'appelle GUSTO. Son aboutissement a été un combat avec deux échecs préalables, pour des raisons purement administratives. Aujourd'hui le projet GUSTO, dirigé au CES par Jean-Claude Barbier est un projet interdisciplinaire qui réunit des sociologues, des juristes, des économistes sur l'analyse des modèles sociétaux en Europe. C'est l'Université de Warwick qui coordonne pour 3 ans le travail. Le CES fait partie du comité de management autour des 5 principaux partenaires qui sont anglais, espagnols, français, hollandais et hongrois. Mais des Italiens, des Danois, des Allemands, des Tchèques sont également associés au projet. Le CES dans ce projet se voit confier le travail d'analyse sur la gouvernance européenne.

**- Prix Philippe Michel
du jeune chercheur en dynamique
économique**



Philippe Michel nous a quittés le 22 juillet 2004. A travers ses publications, il continue à occuper une place importante dans

la recherche économique. Le rôle qu'il a joué auprès de nombreux jeunes chercheurs a amené ses amis à saisir l'occasion du cinquième anniversaire de sa disparition pour décerner en son honneur un prix du jeune chercheur.

Ce prix récompensera un article portant sur la dynamique économique. Son ou ses auteurs doivent être âgés de moins de trente-six ans au 1^{er} juillet 2009. L'article doit avoir été publié depuis le premier janvier 2005, ou être accepté pour publication.



Le Bloc Note
Information disponible sur :
<http://ces.univ-paris1.fr>

Appel à Communication

- First European Conference in Sports Economics
MSE - September 14th-15th, 2009

Colloque

XVI^ees Journées d'étude
" Les données longitudinales dans
l'analyse du marché du travail "
Les cheminements longs
Paris, 4 et 5 juin 2009

- DIME International Conference on
the Formation and the Evolution of
Social and Economic Networks
Paris, 25-27, June, 2009



Les Thèses

**Thèses soutenues de janvier à mars
2009**

- Gatumel Mathieu

Le 14/01/2009

Titre de la thèse : "Risk valuation in non life insurance"

Directeur de thèse : Dominique Guégan

- Vu Sy Cuong

Le 02/02/2009

Titre de la thèse : "La politique fiscale et le développement du Vietnam au cours de la transition"
Directeur de thèse : Gérard Duchêne

Thèses soutenues en décembre 2008

- Baghdadi Leila

Le 18/12/2008

Titre de la thèse : "Immigration, immigrant networks and effects on the host country"

Directeur de thèse : Lionel Fontagné

- Brodaty Thibault

Le 08/12/2008

Titre de la thèse : "Essais d'économie appliquée sur l'éducation, l'information et les salaires"

Directeur de thèse : Jean-Marc Robin

- Coën Alain

Le 19/12/2008

Titre de la thèse : "Trois essais en macroéconomie internationale : le phénomène de préférence pour les titres nationaux et l'énigme de la quantité revisités."

Directeur de thèse : Jean-Olivier Hairault

- Hachon Christophe

Le 04/12/2008

Titre de la thèse : "Essais sur la taille et le caractère redistributif des systèmes de retraite par répartition"

Directeur de thèse : Antoine d'Autume

- Hiller Victor

Le 10/12/2008

Titre de la thèse : "Préférences endogènes et marché du travail : organisation, contrat et choix d'éducation"

Directeur de thèse : Bertrand Wigniolle

- Karanfil Fatih

Le 18/12/2008

Titre de la thèse : "Relation énergie-économie et régulation environnementale en présence de l'économie non-enregistrée"

Directeur de thèse : Katheline Schubert

- Laguna Marie Aude

Le 10/12/2008

Titre de la thèse : "Pollution risks, media coverage and stock markets"

Directeur de thèse : Gunther Capelle-Blancard

- Lefouili Yassine

Le 09/12/2008

Titre de la thèse : "Essais en économie de l'innovation et de la propriété intellectuelle"

Directeur de thèse : David Encaoua

- Okatenko Anna

Le 02/12/2008

Titre de la thèse : "Théorie et applications de la microéconomie et de la macroéconomie"

Directeur de thèse : David Margolis

- Truquet Lionel

Le 10/12/2008

Titre de la thèse : "Propriétés théoriques et applications en statistique et en simulation de processus et de champs aléatoires stationnaires"

Directeur de thèse : Paul Doukhan

- Vaksmann Jonathan

Le 02/12/2008

Titre de la thèse : "Learning, coordination and collusion in repeated games : theories and experiments"

Directeur de thèse : Claude Meidinger

LES PUBLICATIONS

De décembre 2008 à mars 2009

Les Revues

2009

Allain Olivier, "La modération salariale : le point de vue néo-kaleckien", *Revue Economique*, 01/2009, vol.60 n°1, pp.81-108

Allain Olivier, "Effective demand and short-term adjustments in the General Theory", *Review of Political Economy*, 01/2009 vol.21 n°1, pp.1-22

Amable Bruno, "Introduction to the special issue: Changing institutions in developed democracies: economics, politics and welfare", *Socio-Economic Review*, 01/2009, vol.7 n°1, pp.3-6

Amable Bruno, Palombarini Stefano, "A neorealist approach to institutional change and the diversity of capitalism", *Socio-Economic Review*, 01/2009, vol.7 n°1, pp.123-143

Bonhomme Stéphane, Robin Jean-Marc, "Assessing the equalizing force of mobility using short panels: France, 1990-2000", *The Review of Economic Studies*, 01/2009, vol.76 n°1, pp.63-92

Capelle-Blancard Gunther, "Les marchés dérivés sont-ils dangereux ?", *Revue Économique*, 01/2009, vol.60 n°1, pp.157-171

Cornet Bernard, De Boisdeffre Lionel, "Elimination of arbitrage states in asymmetric information models", *Economic Theory*, 02/2009, vol.38 n°2, pp.287-293

Doukhan Paul, Fermanian Jean-David, Lang Gabriel, "An empirical central limit theorem with applications to copulas under weak dependence", *Statistical Inference for Stochastic Processes*, 02/2009, vol.12 n°1, pp.65-87

Fontagné Lionel, Mirza Daniel, "Exports and Wages: Discriminating between the Sources of Rents", *Recherches Économiques de Louvain*, 2009, vol.75 n°1

Grabisch Michel, "Belief functions on lattices", *International Journal of Intelligent Systems*, 01/2009, vol.24 n°1, pp.76-95

Gyöngy Istvan, Millet Annie, "Rate of Convergence of Space Time Approximations for stochastic evolution equations", *Potential Analysis*, 01/2009, vol.30 n°1, pp.29-64

Koleva Kalina, Monnier Jean-Marie, "La représentation de l'impôt dans l'analyse économique de l'impôt et dans l'économie des dispositifs fiscaux", *Revue Economique*, 01/2009, vol.60 n°1, pp.33-57

Laffargue Jean-Pierre,

"Intergenerational transfers and the stability of public debt with short-lived governments", *Mathematical Population Studies*, 01/2009, vol.16 n°1, pp.79-104

Naiditch Claire; Vranceanu Radu,

"Migrant wages, remittances and recipient labour supply in a moral hazard model", *Economic Systems*, 03/2009, vol.33 n°1, pp.60-82

Perez Coralie, "Pourquoi les travailleurs précaires ne participent-ils pas à la formation professionnelle continue ?" *Formation Emploi*, 01/2009, n°105, pp.5-19

Staropoli Carine, Yvrande-Billon

Anne, "La dynamique des réformes d'industries de réseau, le cas de l'électricité et des chemins de fer en Grande Bretagne", *Annals of Public and Cooperative Economics*, 03/2009, vol.80 n°1, pp.89-117

2008

Amable Bruno, "Review of Beyond varieties of capitalism: conflict, contradictions and complementarities in the European economy - Edited by Bob Hancké, Martin Rhodes and Mark Thatcher", *Public Administration*, 12/2008, vol.86 n°4, pp.1148-1150

Berthélemy Jean-Claude, "Les relations entre santé, développement et réduction de la pauvreté", *Comptes Rendus Biologies*, 12/2008, vol.331 n°12, pp.903-918

Bonnisseau Jean-Marc, del Mercato

Elena L., "General consumption constraints and regular economies", *Journal of Mathematical Economics*, 12/2008, vol.44 n°12, pp.1286-1301

Bonnisseau Jean-Marc, Jamin

Alexandrine, "Equilibria with Increasing Returns: Sufficient Conditions on Bounded Allocations", *Journal of Public Economic Theory*, 12/2008, vol.10 n°6, pp.1033-1068

Capelle-Blancard Gunther,

Raymond-Feingold Hélène, Beine Michel, "International nonlinear causality between stock markets", *European Journal of Finance*, 12/2008, vol.14 n°8, pp.663-686

Cassi Lorenzo, Corrocher Nicoletta,

Malerba Franco, Vonortas Nicholas, "The impact of EU-funded research networks on knowledge diffusion at the regional level", *Research Evaluation*, 12/2008, vol.17 n°4, pp. 283-293

Charfeddine Lanouar, Guégan

Dominique, "Is it possible to discriminate between different switching regressions models? An empirical investigation", *Euro-Mediterranean Economics and Finance Review*, 12/2008, vol.3 n°4, pp.54-75

Chateaufort Alain, Grabisch Michel, Rico Agnès, "Modeling attitudes toward uncertainty through the use of the Sugeno integral", *Journal of Mathematical Economics*, 12/2008, vol.44 n°11, pp.1084-1099

Dumont Etienne, Fortin Bernard,

Jacquemet Nicolas, Shearer Bruce, "Physicians' Multitasking and Incentives: Empirical Evidence from a Natural Experiment", *Journal of Health Economics*, 12/2008, vol.27 n°6, pp.1436-1450

Festé Agnès, Garrouste Pierre,

"Rationality, behavior, institutional and economic change in Schumpeter", *Journal of Economic Methodology*, 12/2008, vol.15 n°4, pp.365-390

Garrouste Pierre, «The Austrian roots of the economics of institutions», *The Review of Austrian Economics*, 12/2008, vol.21 n°4, pp.251-269

Gary-Bobo Robert, Trannoy Alain,

"Efficient Tuition Fees and Examinations", *Journal of the European Economic Association*, 12/2008, vol.6 n°6, pp.1211-1243

Huber Hélène, "Decomposing the causes of inequalities in health care use: A micro-simulations approach", *Journal of Health Economics*, 12/2008, vol.27 n°6, pp.1605-1613

Löfgren Åsa, Millock Katrin, Nauges

Céline, "The Effect of Uncertainty on Pollution Abatement Investments: Measuring Hurdle Rates for Swedish Industry", *Resource and Energy Economics*, 12/2008, vol.30 n°4, pp.475-491

Perez Coralie, "Note de lecture : Pap Ndiaye, La condition noire. Essai sur une minorité française, Calmann-Lévy, 2008", *Formation Emploi*, 12/2008, n°104

Perraudin Corinne, Petit Héloïse,

Rebérioux Antoine, "Marché boursier et gestion de l'emploi : évidence sur données d'entreprises françaises", *Recherches Économiques de Louvain*, 2008, vol.74 n°4, pp.541-581

Ragot Lionel, Schubert Katheline,

"The optimal carbon sequestration in agricultural soils: Do the dynamics of the physical process matter?", *Journal of Economic Dynamics and Control* 12/2008, vol.32 n°12, pp.3847-3865

Les Chapitres d'ouvrages

2009

Barbier Jean-Claude, "Social Europe and the limits of soft law – the example of flexicurity", in Ralf Rogowski (ed.), *The European Social Model and Transitional Labour Markets: law and policy*, London : Ashgate, 03/2009, p.171-188.

Bouchoux Jacques, Houzel Yvette, Outin Jean-Luc, "The French Basic Income (RMI) and Transitional Markets: One National Policy, Many Local Realities", in Ralf Rogowski (ed.), *The European Social Model and Transitional Labour Markets: Law and Policy*, London : Ashgate, 03/2009, -pp.1-32

Corsani Antonella, Lazzarato Maurizio, "Hétérogénéité des parcours et mutations des pratiques de travail des intermittents du spectacle", in Marie-Christine Bureau, Marc Perrenoud, Roberta Shapiro (ed.), *L'Artiste pluriel : démultiplier l'activité pour vivre son art*, 02/2009, Presses Universitaire du Septentrion, collection le regard sociologique

Gazier Bernard, Lechevalier Arnaud, "The European Employment Strategy and Transitional Labour Markets : Macroeconomic policy and institutional regimes", in Ralf Rogowski (ed.), *The European Social Model and Transitional Labour Markets: Law and Policy*, London : Ashgate, 03/2009

Guégan Dominique, "VaR computation in a nonstationary setting", in Greg Gregoriou (ed.), *The VaR Implementation Handbook*, MC Graw Hill, 02/2009, pp.1-26

Monjardet Bernard, "Acyclic domains of linear orders: a survey", in S. Brams, W. V. Gehrlein & F. S. Roberts (ed.) *Acyclic domains of linear orders: a survey in The Mathematics of Preference, Choice and Order, Essays in honor of Peter C. Fishburn*, Springer, 02/2009, pp.139-160

2008

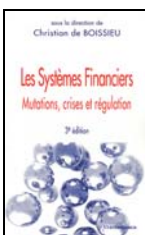
Barbier Jean-Claude, "La transformation des forums de politique sociale en France depuis les années 1990", in Olivier Giraud et Philippe Warin *Politiques publiques et démocratie*, La Découverte, 12/2008, pp.217-239

Les Livres

Amable Bruno, Barré Rémi, Boyer Robert, "Los sistemas de innovacion en la era de la globalizacion", 12/2008, 352p



Cahuc Pierre, Zylberberg André, "Les réformes ratées du président Sarkozy", Flammarion, 03/2009, 224 p



Christian de Boissieu (sous la dir.), "Les Systèmes Financiers - Mutations, crises et régulation", 3e éd. 02/2009, Economica, 227 p.



Erhel Christine, "Les politiques de l'emploi", PUF Que sais-je ?, 02/2009, 127 p



Gautié Jérôme, "Le Chômage", La Découverte, 03/2009, 122 p

Dans les Médias

Gunther Capelle-Blancard,

- "La crise financière", Interviews: AFP, LCI, *L'Express*, France 24.

- "La crise financière", *Libération*, RFI

Jézabel. Couppey.

- Interviews RMC, AFP, e24, *Capital (magazine)*, "L'étoile de l'info"

Thibault Gajdos

- Le despotisme compassionnel, *Le Monde Economie*, 9 décembre 2008.

- La science, l'Etat et le marché, *Le Monde Economie*, 27 janvier 2009.

- Le coût du mépris, *Le Monde Economie*, 24 février 2009.

- La justice fiscale, entre le glaive et le bouclier, *Le Monde Economie*, 23 mars 2009.

Bernard Gazier

Cycle de conférences-débats sur la crise à l'EHESS, Rendez-vous de crise, Les conséquences sociales, 11/02/09

Philippe Martin

- Attentismes et hésitations, *Chroniques Libération*, 10 février 2009

- Le scénario optimiste français, *Chroniques Libération*, 14 janvier 2009

Pierre Cahuc et André Zylberberg

- Du grain à moudre, « Les réformes ratées de Sarkozy » *France Culture* le 11/03/09

- « Sarkozy le vrai bilan », *Challenge's*, mars 2009

- Interview André Zylberberg « Les réformes de Sarkozy ont renforcé les positions acquises » *Libération Economie*, le 30/03/09.

Responsable éditorial : Cuong Le Van

Conception et réalisation :

Odile Contat, ocontat@univ-paris1.fr et

Tonia Lastapis, tonia@univ-paris1.fr



Mars 2009 – n°4

LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU « CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE »

Ces documents de travail peuvent être téléchargés sur le site : <http://ces.univ-paris1.fr/cesdp/CES-docs.htm>
et sur HAL-SHS à l'adresse <http://halshs.archives-ouvertes.fr/CES-DOCS>

[2009.14] - **Christine Erhel, Gilbert Lefevre et François Michon**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "L'intérim : un secteur dual, entre protection et précarité"

[2009.13] - **Antoine d'Autume, John M. Hartwick et Katheline Schubert**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The Zero Discounting and Maximin Optimal Paths in a Simple Model of Global Warming"

[2009.12] - **Antoine d'Autume et Katheline Schubert**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Zero discounting and optimal paths of depletion of an exhaustible resource with an amenity value"

[2009.11] - **Jeanne Hagenbach**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Centralizing Information in Networks"

[2009.10] - **Katrin Millock, Angels Xabadia et David Zilberman**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Investment Policy for New Environmental Monitoring Technologies to Manage Stock Externalities"

[2009.09] - **Monique Florenzano**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Walras-Lindahl-Wicksell : What equilibrium concept for public goods provision ? I - The convex case"

[2009.08] - **Monique Florenzano**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "From equilibrium models to mechanism design : On the place and the role of government in the public goods provision analysis in the second part of the twentieth century"

[2009.07] - **Dramane Coulibaly**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Macroeconomic Determinants of Migrants' Remittances : New Evidence from a panel VAR"

[2009.06] - **Marie-Pierre Dargnies**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Does team competition eliminate the gender gap in entry in competitive environments ?"

[2009.05] - **Jeanne Hagenbach et Frédéric Koessler**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Strategic Communication Networks"

[2009.04] - **Stefano Bosi et Thomas Seegmuller**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "On Rational Exuberance"

[2009.03] - **Monica Billio, Ludovic Calès et Dominique Guegan**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Portfolio Symmetry and Momentum"

[2009.02] - **Martin Koning**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "La congestion du boulevard périphérique parisien : Estimations, évolution 2000-2007, discussions"

[2009.01] - **Bernard Gazier et Jérôme Gautié**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The "Transitional Labour Markets" Approach : Theory, History and Future Research Agenda"

[2008.105] - **Lionel de Boisdeffre**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The perfect foresight assumption revisited : the existence of sequential equilibrium with price uncertainty"

[2008.104] - **Lionel de Boisdeffre**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The perfect foresights' assumption revisited : (I) the existence of equilibrium with multiple price expectations"

[2008.103] - **Ghislain Yanou**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Extension of Random Matrix Theory to the L-moments for Robust Portfolio Allocation"



Centre d'Économie de la Sorbonne
106-112, Boulevard de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13
<http://ces.univ-paris1.fr>



- [2008.102] - **Jean-Marc Bonnisseau** et **Orntangar Nguenamadj**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "On the uniqueness of local equilibria"
- [2008.101] - **Fabio Mariani**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The economic value of virtue"
- [2008.100] - **Chahir Zaki**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Does Trade Facilitation Matter in Bilateral Trade ?"
- [2008.99] - **Julio Dávila**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "The taxation of capital returns in overlapping generations economies without financial assets"
- [2008.98] - **Magali Recoules**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "How Can Gender Discrimination Explain Fertility Behaviors and Family-friendly Policies ?"
- [2008.97] - **Mireille Chiroleu-Assouline** et **Mouez Fodha**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Environmental Tax and the Distribution of Income with Heterogeneous Workers"
- [2008.96] - **Francesco Pappadà**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Real adjustment of current account imbalances with firms' heterogeneity"
- [2008.95] - **Dominique Guegan** et **Pierre André Maugis**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Note on New Prospects on Vines"
- [2008.94] - **Mathieu Gatumel**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Relevancy of the Cost-of-Capital Rate for the Insurance Companies"
- [2008.93] - **Bruno Amable**, **Donatella Gatti** et **Elvire Guillaud**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "How does Party Fractionalization convey Preferences for Redistribution in Parliamentary Democracies ?"
- [2008.92] - **Alain Ayong Le Kama** et **Mouez Fodha**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Optimal Nuclear Waste Burial Policy under Uncertainty"
- [2008.91] - **Jean De Beir**, **Mouez Fodha** et **Francesco Magris**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Life Cycle of Products and Cycles"
- [2008.90] - **Jacques Bouchoux**, **Yvette Houzel** et **Jean-Luc Outin**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Modélisation du RMI et trajectoires des allocataires. Une analyse empirique des liens RMI-marché du travail à partir de données individuelles"
- [2008.89] - **Thomas Baudin**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Religion and Fertility : The French Connection"
- [2008.88] - **Marie-Pierre Dargnies** et **Guillaume Hollard**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Incentives to Learn Calibration : a Gender-Dependent Impact"
- [2008.87] - **Alain Chateauneuf** et **Michèle Cohen**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Cardinal extensions of EU model based on the Choquet integral"
- [2008.86] - **Alain Chateauneuf**, **Michèle Cohen** et **Jean-Yves Jaffray**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Decision under Uncertainty : the Classical Models"
- [2008.85] - **Alain Chateauneuf**, **Michèle Cohen** et **Jean-Marc Tallon**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Decision under risk : The classical Expected Utility model"
- [2008.84] - **Michèle Cohen**, Centre d'Economie de la Sorbonne, "Risk Perception, Risk Attitude and Decision : a Rank-Dependent Approach"